

Sputnik V: «L'Europe adopte une posture idéologique qui va à l'encontre du bien être des populations»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Le Commissaire européen, Thierry Breton, a refusé d'autoriser le recours au vaccin russe Sputnik V. Selon Ferghane Azihari, cela témoigne d'un sectarisme idéologique, qui l'emporte sur le pragmatisme et la santé des populations du vieux continent.

Par Ferghane Azihari

Publié le 23/03/2021 à 18:00,

Mis à jour le 24/03/2021 à 09:49



«Le Commissaire européen refuse de reconnaître aux Européens la liberté d'envisager le recours à des vaccins étrangers comme le russe Sputnik V.» 399475829/Feydzheth Shabanov - stock.adobe.com

Ferghane Azihari est analyste en politiques publiques et collaborateur de l'Institut de recherches économiques et fiscales, think tank d'inspiration libérale.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, les Israéliens ont administré 112 doses de vaccin pour 100 habitants et se permettent de rouvrir la plupart de leurs activités. Viennent ensuite les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni, le Chili et les États-Unis qui ont respectivement administré 75, 44, 43 et 36 doses. L'Union européenne et la France a fortiori font figure de cancre parmi les pays développés avec 13 et 12 doses.

Il n'est pas nécessaire d'avoir un doctorat en épidémiologie pour constater l'échec du vieux continent. La campagne de vaccination n'est pas une randonnée qu'on peut se permettre d'effectuer au rythme qui nous convient le mieux. C'est un sprint qui condamne les pays les plus lents à assister à la mort biologique, sociale et économique de gens qui auraient pu être sauvés si cette course avait été menée sérieusement.

Il est étrange d'entendre le personnel politique relativiser la gravité d'une campagne de la vaccination anormalement lente quand il n'a pas hésité à recourir aux solutions les plus extrémistes pour ralentir la fameuse courbe des contaminations.

Il est étrange d'entendre le personnel politique relativiser la gravité d'une campagne de la vaccination anormalement lente quand il n'a pas hésité à recourir aux solutions les plus extrémistes pour ralentir la fameuse courbe des contaminations. Le fait de mandater des policiers pour réprimer les citoyens qui ne cherchaient qu'à subvenir à leurs besoins économiques et sociaux a en effet été motivé au nom de la nécessité de gagner la course contre la montre du désengorgement des hôpitaux.

Le comble du déni a été atteint par le commissaire européen Thierry Breton, qui a expliqué sur TF1 que l'Union européenne n'avait absolument rien à se reprocher. Rien sur les commandes tardives et insuffisantes auprès des bons laboratoires en raison de préjugés protectionnistes. Rien sur une politique tarifaire mesquine là où l'arrêt de pans entiers de notre économie coûte beaucoup plus cher à la société. Rien sur des régulateurs engourdis qui mettent plusieurs semaines à valider des vaccins plusieurs semaines après l'approbation des agences britanniques et américaines.

Le refus du Commissaire européen de reconnaître aux Européens la liberté d'envisager le recours à des vaccins étrangers comme le russe Sputnik V - jugé efficace à plus de 90 % par une étude parue dans The Lancet - montre là encore que le sectarisme idéologique et protectionniste l'emporte sur le pragmatisme et la santé des populations du vieux continent. De son côté, la chancelière allemande Angela Merkel a eu l'intelligence de faire valoir que le gouvernement allemand effectuerait seul ses propres achats si l'UE persistait à être défailante. Elle emboîterait ainsi le pas au populiste Viktor Orban qui n'a pas attendu l'approbation du régulateur bruxellois pour se procurer des vaccins en dehors de l'Europe. Si l'on en croit les chiffres de la campagne vaccinale hongroise, son pari est réussi.

Le refus d'admettre les dysfonctionnements de la campagne européenne empêche toute remise en question de nos institutions au service d'une plus grande efficacité.

Cette absence totale d'autocritique au sein des dirigeants européens n'inaugure rien de bon pour la suite. Le refus d'admettre les dysfonctionnements de la campagne européenne empêche toute remise en question de nos institutions au service d'une plus grande efficacité. On comprend bien sûr pourquoi cette efficacité ne préoccupe pas les dirigeants. Ces derniers ne paient pas personnellement le prix de leurs erreurs. Ils n'ont rien à perdre ou à gagner selon la rapidité de la campagne vaccinale. Au-delà de la douleur émotionnelle liée à la perte d'un être cher, ils ne supporteront, à la différence des citoyens, jamais les pots cassés d'une économie artificiellement ralentie et surendettée.

L'insouciance des dirigeants européens fait penser à l'habitude qu'avait la nomenklatura soviétique de nier les pénuries. À force de nier les dysfonctionnements structurels du régime soviétique, elle a précipité sa dislocation. Alors que la campagne de vaccination constitue déjà une publicité géante en faveur du Brexit (qui, on s'en souvient, aurait dû provoquer des cataclysmes bibliques), les dirigeants européens ne s'étonneront pas de voir les opinions publiques se détourner d'une intégration politique supranationale à la valeur ajoutée plus qu'incertaine.

À VOIR AUSSI - Poutine dénonce les «étranges» critiques européennes du vaccin russe Sputnik V